



00

Bases statistiques et produits généraux

022-1200

Mémento statistique de la Suisse 2012



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Table des matières

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11

Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60

Téléfax 032 713 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2012. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Redaction:

Heinz Wyder, Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © Jacek Chabraszewski – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1200

ISBN:

978-3-303-00458-6

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Depuis 1997, le Mémento statistique de la Suisse accompagne la parution annuelle de son grand frère l'Annuaire statistique de la Suisse. Il procure de nombreuses informations sous diverses formes (tableaux, graphiques ou textes) sur chacun des vingt et un thèmes de la statistique fédérale et représente un outil apprécié tant par les milieux politiques, économiques, institutionnels que par la population en général.

Le Mémento statistique de la Suisse 2012 documente une étape majeure dans la modernisation et l'orientation de la statistique publique. Il contient en effet les premiers résultats du nouveau recensement de la population. Au relevé exhaustif qui était réalisé à un rythme décennal a succédé début 2011 un système composé de quatre relevés annuels aux orientations différentes: un relevé fondé sur les données des registres harmonisés des habitants des cantons et des communes ainsi que des principaux registres de la Confédération, un relevé structurel incluant 200 000 personnes ainsi que deux enquêtes par échantillonnage portant sur des thèmes récurrents ou d'actualité. Je profite de cette occasion pour remercier la population qui y a participé pour son engagement, grâce auquel nous pouvons fournir d'une façon plus moderne des données importantes sur la structure et l'évolution de la population, des ménages, des bâtiments et des logements.

Cette année, le chapitre sur les disparités régionales a été refait à neuf et présente des résultats de l'Audit urbain, une comparaison européenne de villes et agglomérations dans le domaine du chômage, de la population résidente et du nombre de musées.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Jürg Marti

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, janvier 2012

Autres sources d'informations:

- Vous pouvez recevoir les communiqués de presse originaux de l'OFS directement dans votre boîte aux lettres électronique – c'est rapide et c'est gratuit.
Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications récentes de l'OFS classées par thèmes.
www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. 032 713 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2010

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2000–2010 en %
Suisse	7 870,1	22,4	73,7	197	9,2
Zurich (ZH)	1 373,1	24,1	95,1	827	13,0
Berne (BE)	979,8	13,4	62,6	168	3,7
Lucerne (LU)	377,6	16,7	50,9	264	8,4
Uri (UR)	35,4	9,7	0,0	34	0,2
Schwytz (SZ)	146,7	18,6	80,2	172	12,3
Obwald (OW)	35,6	13,4	0,0	74	9,5
Nidwald (NW)	41,0	11,4	87,7	170	7,7
Glaris (GL)	38,6	20,4	0,0	57	0,1
Zoug (ZG)	113,1	23,7	96,1	546	12,9
Fribourg (FR)	278,5	18,3	55,8	175	17,6
Soleure (SO)	255,3	19,8	77,3	323	4,4
Bâle-Ville (BS)	185,0	32,5	100,0	4 999	0,9
Bâle-Campagne (BL)	274,4	19,3	91,8	530	5,3
Schaffhouse (SH)	76,4	23,1	75,8	256	4,1
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,0	14,2	52,9	218	–1,1
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,7	10,0	0,0	91	4,2
Saint-Gall (SG)	478,9	21,8	66,9	245	6,3
Grisons (GR)	192,6	16,7	49,8	27	3,2
Argovie (AG)	611,5	21,9	65,8	438	11,8
Thurgovie (TG)	248,4	21,5	49,8	288	9,0
Tessin (TI)	333,8	26,0	87,8	122	9,6
Vaud (VD)	713,3	31,0	74,7	253	14,8
Valais (VS)	312,7	21,0	56,8	60	13,0
Neuchâtel (NE)	172,1	23,0	74,6	240	3,7
Genève (GE)	457,7	39,1	99,2	1 862	12,2
Jura (JU)	70,0	12,5	30,5	84	2,0

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2010

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2000–2010	en milliers	Croissance en % 2000–2010
Total	1 077,1	7,3	3 042,2	10,5
Zurich	372,9	10,0	1 188,6	13,2
Genève	187,5	7,0	526,4	13,2
Bâle	163,2	0,9	497,7	4,6
Berne	124,4	1,1	353,3	3,7
Lausanne	127,8	10,5	336,4	12,8
Winterthour	101,3	13,7	139,9	14,6

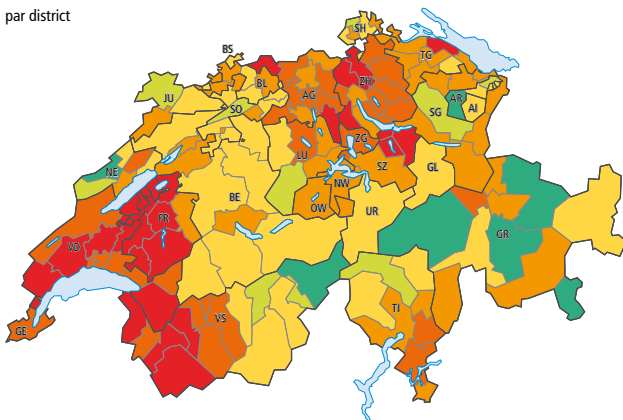
La population est majoritairement citadine

Aujourd'hui la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des agglomérations des cinq plus grandes villes de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne).

Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2010: +1,1% contre +0,9%).

Croissance démographique, de 2000 à 2010

par district



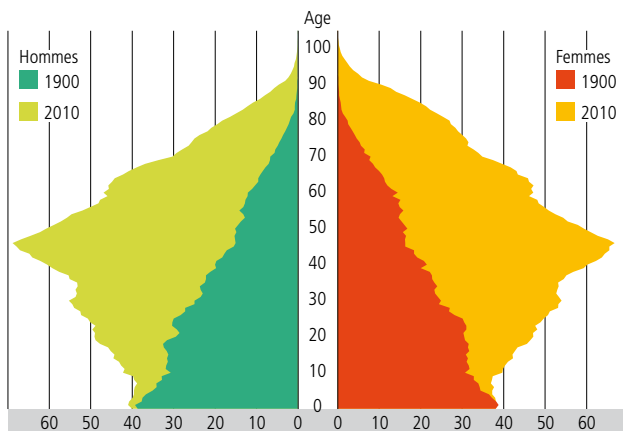
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +9,2 %



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges (1900) s'est transformée en «sapin» (2010), les générations 1959 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 17% en 2010 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2010

Total	80 290
Garçons pour 100 filles	104,9
Part des enfants nés hors-mariage	18,6
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2010

Total	62 649
Age au décès	
0 – 19 ans	515
20 – 39 ans	880
40 – 64 ans	8 139
65 – 79 ans	15 881
≥ 80 ans	37 234

Migrations internationales, en 2010

Personnes immigrées	161 778
dont étrangers	139 495
Personnes émigrées	96 839
dont étrangers	70 528
Solde migratoire	64 939
Suisses	-4 028
Etrangers	68 967

Migrations internes², en 2010

Total arrivées et départs	444 813
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2010

Total	43 257
Suisse/Suisse	22 058
Suisse/étrangère	8 328
Etranger/Suisse	7 000
Etranger/étrangère	5 871
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,6
Femmes célibataires	29,4

Divorces, en 2010

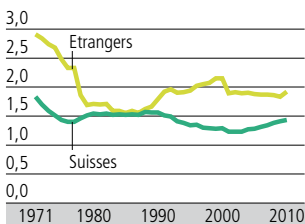
Total	22 081
avec enfants mineurs (%)	43,5
Durée du mariage	
0 – 4 ans	2 454
5 – 9 ans	6 117
10 – 14 ans	4 087
15 ans et plus	9 423
Indic. conjoncturel de divortialité ³	54,4

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

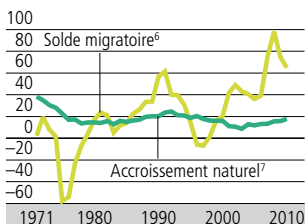
Naissances multiples⁴, en 2010

Total	1 478
dont naissances de jumeaux	1 456

4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

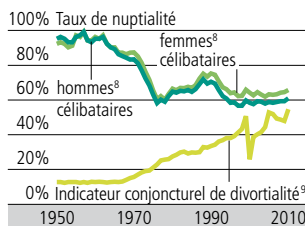
Indicateur conjoncturel de fécondité⁵

5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

6 Y compris les changements de statut: remplacement de l'autorisation de résidence valable moins de 12 mois par une autorisation de résidence valable 12 mois ou plus

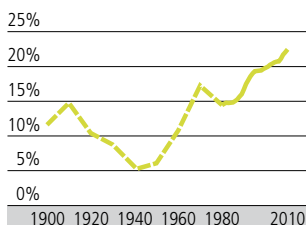
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces

8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère

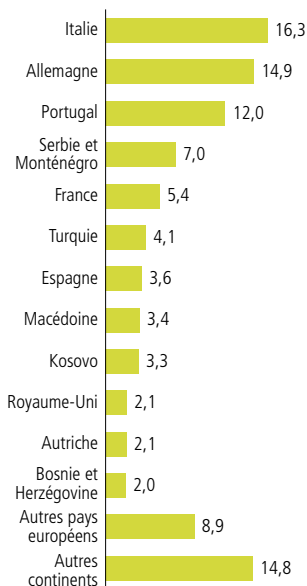


Population résidente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2010 en milliers

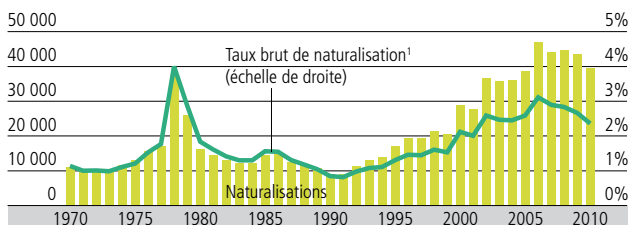
Total¹	1 837,1
Autorisation de séjour (livret B)	577,8
Autorisation d'établis. (livret C)	1 112,3
Autorisation de séjour de courte durée (≥12 mois) (livret L)	18,6
Fonctionnaires internationaux et diplomates	28,2
Autorisation de séjour de courte durée (<12 mois) (livret L)	58,3
Requérants d'asile (livret N)	13,3
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,8

1 Y compris l'effectif compensatoire

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité en 2010 en %



Acquisitions de la nationalité suisse



1 Nombre de personnes naturalisées en % de la population résidente permanente d'origine étrangère

Population étrangère: plus de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 15 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 22%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (51%) y résident depuis plus de 15 ans ou sont nés ici. En 2010, 39 300 personnes (2,3% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: en 2010, on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans), contre 33 chez les Suisses. 26% des enfants nés en Suisse en 2010 sont de nationalité étrangère. En 2010, le nombre des immigrations a augmenté de 0,9% par rapport à 2009. 66% des immigrés étaient des ressortissants de l'espace UE/AELE.

Les formes de vie commune changent

Les gens sont toujours moins nombreux à vivre dans un ménage familial avec enfants: ils étaient 65% à être dans ce cas en 1970, contre 47% aujourd'hui (2010). De plus en plus de personnes vivent seules (7% en 1970 contre 17% en 2010) ou dans des ménages de couple sans enfant (18% contre 27%).

La décision de se marier et de fonder une famille intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 29 ans (2010) pour les femmes et de 26 à 31 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30 ans.

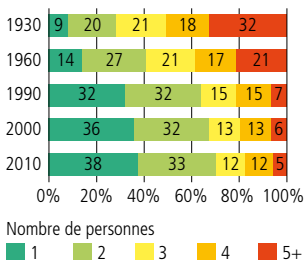
Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: deux tiers des mères vivant en couple et dont l'enfant le plus jeune a moins de 7 ans (69%) sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères (cf. p. 48). La part des enfants ne vivant qu'avec un de leurs parents s'accroît. Elle est particulièrement élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans (2009: 17%; 1980: 11%).

Langues, en 2000 ¹	en %
Allemand	63,7
Français	20,4
Italien	6,5
Serbe et croate	1,5
Albanais	1,3
Portugais	1,2
Espagnol	1,1
Anglais	1,0
Langues turques	0,6
Romanche	0,5
Autres langues slaves	0,3
Autres langues	1,9

¹ Population selon la langue principale

Taille des ménages

Ménages privés seulement

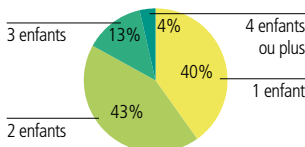


Ménages privés, en 2010 en milliers

Total	3 436,0
Ménages d'une personne	1 289,7
Ménages familiaux	2 105,3
Couples sans enfant	989,2
Couples avec enfants	897,8
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	184,2
Personnes seules avec père ou mère	34,2
Ménages non familiaux	40,9

Ménages familiaux avec enfants en 2000

uniquement enfants non mariés de moins de 18 ans



Appartenance religieuse, en 2000

	en %
Protestants ¹	35,3
Catholiques romains	41,8
Catholiques-chrétiens	0,2
Chrétiens orthodoxes	1,8
Autres communautés chrétiennes	0,2
Communauté juive	0,2
Communautés islamiques	4,3
Autres Eglises et communautés religieuses	0,8
Sans appartenance religieuse	11,1
Sans indication	4,3

¹ Y compris Eglises néo-apostoliques et Témoins de Jéhovah

Données climatiques, en 2010

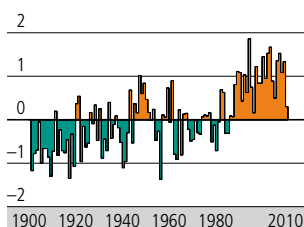
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	12,1	0,5	1 854	120	1 949	96
Bâle-Binningen (316)	9,9	0,3	835	107	1 480	93
Genève-Cointrin (420)	10,1	0,5	812	85	1 777	105
Neuchâtel (485)	9,8	0,5	713	76	1 679	108
Sion (482)	10,1	0,9	480	80	2 057	103
Zurich / Fluntern (556)	8,8	0,3	1 002	92	1 477	100
Berne-Zollikofen (553)	8,6	0,7	915	89	1 659	101
Saint-Gall (776)	7,6	0,2	1 513	121	1 443	109
Davos (1594)	2,7	-0,1	1 003	100	1 617	96

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

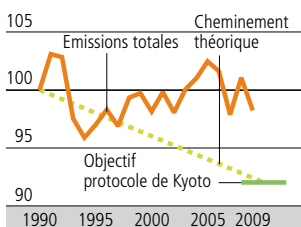
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Les changements climatiques

Depuis le milieu du 20^e siècle, on observe une hausse globale de la température, que les facteurs naturels ne suffisent pas à expliquer. L'effet de serre y joue un rôle prépondérant. A l'origine naturel, cet effet est renforcé par l'activité humaine, et plus particulièrement par la combustion d'énergie fossile, qui entraîne une augmentation dans l'atmosphère de la concentration de CO₂, un gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre sont principalement dues aux transports (notamment aux transports routiers), aux ménages (chauffage et eau chaude) et à l'industrie.

Utilisation du sol

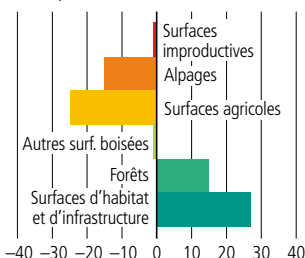
Période de relevé 1992–1997

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Forêts, surfaces boisées	12 716	30,8
Surfaces agricoles	9 873	23,9
Alpages	5 378	13,0
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	2 791	6,8
Lacs et cours d'eau	1 740	4,2
Autres surfaces improductives	8 787	21,3

Evolution de l'utilisation du sol

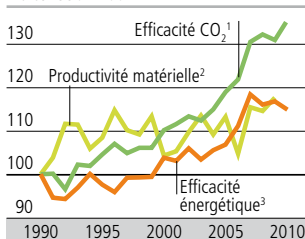
de 1979/85 à 1992/97

En km² par année



Eco-efficacité

Indice 1990 = 100



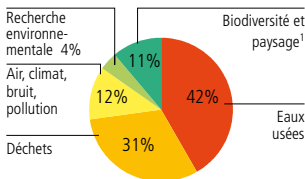
1 PIB / émissions de CO₂

2 PIB / ensemble des besoins matériels

3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2009

Total: 4,0 milliards de francs



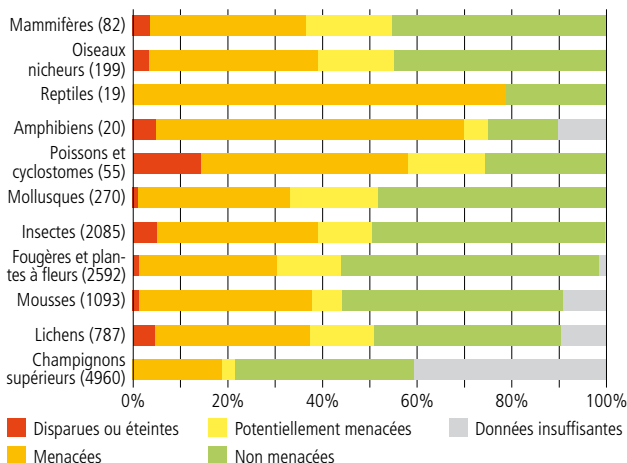
¹ 1 Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

Eco-efficacité

L'éco-efficacité augmente quand, pour une nuisance environnementale donnée (p. ex. quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées), on obtient une performance économique accrue. La hausse de l'éco-efficacité d'une économie peut avoir plusieurs causes. Elle peut résulter du recours à des technologies plus favorables à l'environnement. Elle peut aussi être due à des changements structurels, par exemple à la croissance des activités de service ou au transfert d'activités polluantes à l'étranger.

Biodiversité – Espèces indigènes menacées

Etat: 1994–2010 selon le groupe d'espèces

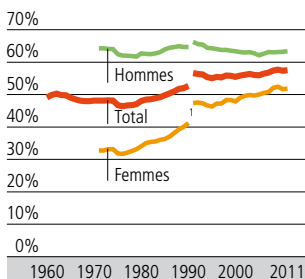


Biodiversité

Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines constituent cependant une menace pour la diversité biologique. Si la transformation du paysage a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, l'uniformisation et l'utilisation intensive du paysage conduisent à une diminution des populations et à des disparitions d'espèces.

Personnes actives

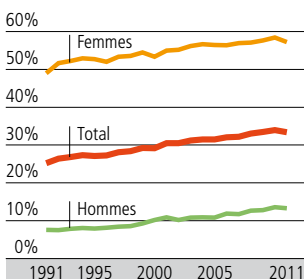
en % de la population résidente permanente



1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

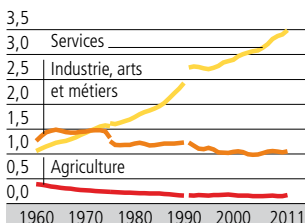
Personnes travaillant à temps partiel

en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique

en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

2^e trimestre, population résidente permanente, en milliers

	2010	2011
Total	4 282	4 368
Indépendants	571	591
Collaborateurs familiaux	85	88
Salariés	3 398	3 455
Apprentis	228	234

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe

en milliers

	1991	1995	2000	2009	2010	2011
Total	4 135	3 993	4 107	4 572	4 594	4 719
Suisses	3 084	3 001	3 138	3 330	3 339	3 402
Etrangers	1 051	992	969	1 242	1 255	1 317
Autorisat. d'établissement	551	564	588	611	626	636
Autorisation de séjour	177	202	181	346	341	368
Saisonniers ¹	85	43	25	—	—	—
Frontaliers	183	148	140	219	228	245
Autorisat. de courte durée	21	19	20	47	43	46
Autres étrangers	34	17	15	19	17	22
Hommes	2 425	2 306	2 319	2 499	2 530	2 596
Femmes	1 710	1 687	1 788	2 073	2 064	2 123

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte augmentation du nombre de femmes actives occupées

Entre 2006 et 2011, le nombre de femmes actives occupées (+10,3% à 2,121 millions) a augmenté de manière plus marquée que celui des hommes (+8,6% à 2,587 millions). De plus en plus, elles mènent de front activité professionnelle et vie de famille et occupent en majorité des emplois à temps partiel. En 2011, 57,4% des femmes exercent une activité à temps réduit (2006: 56,5%). La part d'hommes à temps partiel est également en légère progression depuis 2006 (+1,5 point de pour cent) et atteint 13,5% en 2011. L'essor de l'activité féminine a également été favorisé par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,4% des femmes sont occupées dans le secteur tertiaire en 2011 (hommes: 63,8%).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du 20^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion atteint 27,9% en 2011. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 36,8% des actifs occupés (2011), contre 26,1% dans le tertiaire.

Deux tiers des actifs occupés étrangers (2011: 68,4%) sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE; parmi ceux-ci, la moitié environ est de nationalité allemande (26,5%) ou italienne (23,0%). Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, plus des quatre cinquièmes (82,9%) ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 58,0% seulement pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

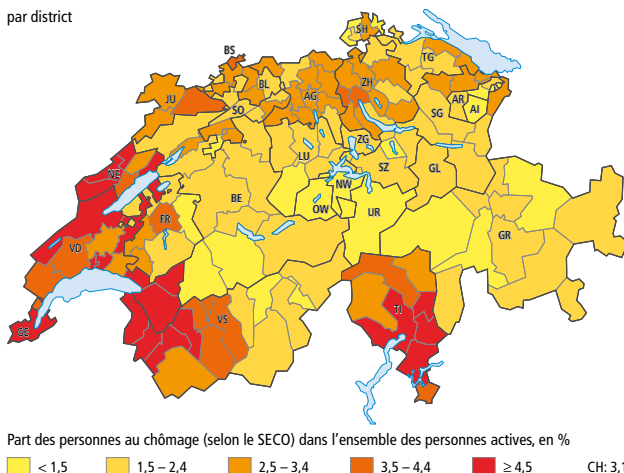
	1991	1995	2000	2010	2011
Chômeurs	39 222	153 316	71 987	151 986	122 892
dont chômeurs de longue durée ² en %	4,4	28,7	20,1	21,4	20,1
Taux de chômage en %	1,1	4,2	1,8	3,9	3,1
Hommes	1,0	3,9	1,7	3,8	3,0
Femmes	1,2	4,8	2,0	3,9	3,3
Suisses	0,8	3,2	1,3	2,8	2,2
Etrangers	2,1	8,0	3,7	7,5	6,1
15 – 24 ans	1,1	3,9	1,8	4,4	3,2

¹ Chômage selon le SECO – Taux de chômage selon la définition internationale: cf. page 26

² Durée du chômage > 12 mois

Taux de chômage, en 2011

par district



Niveau des salaires, en 2010

salaire brut mensuel¹, médiane

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 979	11 311	7 134	5 724	4 540
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 083	11 917	7 429	6 067	4 727
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 890	10 475	6 870	5 680	4 644
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 220	11 963	7 268	5 850	4 591
Zürich (ZH)	6 349	12 819	7 749	5 805	4 481
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 568	9 523	6 500	5 389	4 418
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 932	10 667	6 824	5 612	4 548
Tessin (TI)	5 076	8 690	5 907	5 274	3 948

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2010

Médiane, en francs

	Niveau des qualifications requises ²			
	Total	a + b	c	d
Secteur public communal ⁴	7 202	8 263	6 865	5 424
Secteur public cantonal	7 777	9 382	6 972	5 476
Confédération	7 249	9 667	6 582	5 897
Secteur privé, au total	5 928	7 629	5 674	4 525
Secteur privé (entreprises avec moins de 5 salariés)	5 082	5 746	4 831	3 987
Secteur privé (entreprises avec 1000 salariés et plus)	6 546	9 960	6 154	4 529

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

c = connaissances professionnelles spécialisées

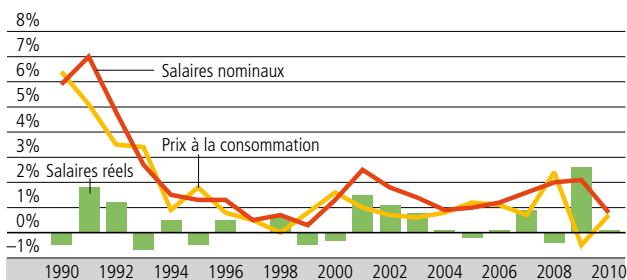
d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

4 Données de 2008

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2008	2009	2010
Total	254	272	279	290	298	298
Hommes	241	257	264	273	280	280
Femmes	279	302	311	326	335	336

Croissance généralisée de l'économie suisse en 2010

Après une année 2009 très morose pour l'économie suisse à la suite de la crise financière, l'activité économique en Suisse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a enregistré une hausse significative de 2,7%. Les branches exportatrices ont profité d'un environnement économique international beaucoup plus favorable. L'industrie des machines et biens d'équipements a également été soutenue par la forte hausse des investissements en Suisse. Par contre, les intermédiaires financiers subissent encore les effets de la crise financière mais retrouvent une croissance modeste.

Toutes les composantes de la demande affichent une croissance. En particulier, les investissements en bien d'équipement, après la contraction de 2009, retrouvent une évolution positive, qui s'explique par la hausse des commandes et des perspectives encourageantes pour l'industrie suisse. De plus, la persistance du bas niveau des taux hypothécaires continue de soutenir les investissements dans la construction. Egalement du côté du commerce extérieur l'amélioration de la situation économique des principaux partenaires commerciaux de la Suisse s'est traduite par une croissance aussi bien des exportations que des importations et la contribution du commerce extérieur redevient positive.

Le revenu national brut (RNB) progresse en 2010 de 6,9% après une croissance de 9,1% en 2009. Cette évolution est en grande partie due à l'amélioration des résultats des filiales étrangères des entreprises suisses couplée à la baisse des revenus de la fortune versés à l'étranger. Ainsi, en 2010 le solde de revenus avec l'étranger atteint les 42,5 milliards et surpasse pour la première fois l'excédent enregistré avant la crise financière (37 milliards en 2006).

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^p	2010 ^p
PIB	0,4	-0,2	2,5	2,6	3,6	3,6	2,1	-1,9	2,7
Dépense de consommation finale	0,3	1,1	1,4	1,6	1,4	1,9	1,6	1,7	1,6
Formation brute de capital	-0,6	-1,2	3,5	2,4	1,6	-0,4	-2,7	-3,2	1,5
Exportations de biens et de services	-0,1	-0,5	7,9	7,8	10,3	9,6	3,1	-8,6	8,4
Importations de biens et de services	-1,1	1,3	7,3	6,6	6,5	6,1	0,3	-5,5	7,3

PIB en milliards de francs, à prix courants	434	438	451	464	491	521	545	536	551
---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

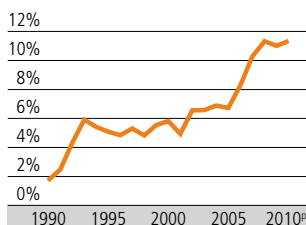
La contribution extérieure tendanciuellement en augmentation

Le commerce extérieur joue un rôle moteur depuis 1997. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du produit intérieur brut (PIB) qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative et par conséquent concouru de manière importante à la baisse du PIB.

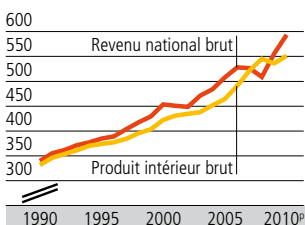
En 2010 le commerce extérieur contribue de nouveau de manière positive (+1,3 point de pourcentage) à la hausse du PIB.

Le rôle croissant du reste du monde s'observe également en considérant les revenus encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2007 et 2008 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger.

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants



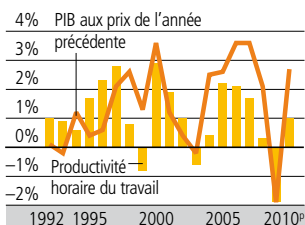
PIB et RNB à prix courants en milliards de francs suisses



Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

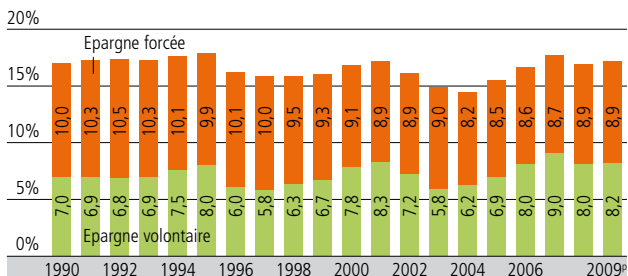
Le graphique représente les évolutions de la productivité horaire du travail et du PIB. De manière générale, on constate des tendances similaires entre les deux évolutions. En phase d'expansion (croissance du PIB), la productivité horaire du travail a tendance à augmenter également, alors qu'en phase de ralentissement économique (PIB stagnant ou en baisse), la productivité décroît.

Taux d'évolution annuel



Taux d'épargne des ménages et ISBLSM¹

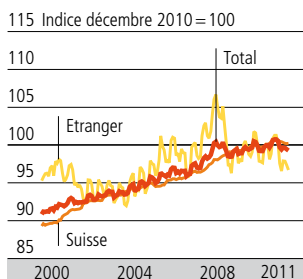
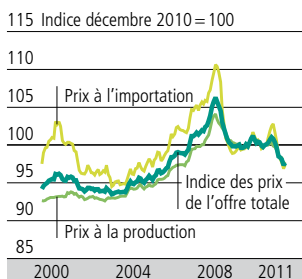
Part au revenu disponible brut



¹ Institutions sans but lucratif au service des ménages

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2007	2008	2009	2010	2011
Total	0,7	2,4	-0,5	0,7	0,2
Alimentation et boissons non-alcoolisées	0,5	3,1	-0,2	-1,1	-3,3
Boissons alcoolisées et tabacs	2,1	2,6	2,7	1,2	1,7
Habillement et chaussures	0,3	4,0	2,4	1,1	1,4
Logement et énergie	2,1	4,9	-1,1	2,4	2,4
Equipped ménager et entretien courant	0,3	0,8	0,8	-0,4	-1,3
Santé	-0,2	-0,2	0,3	-0,2	-0,2
Transport	1,0	3,5	-3,3	2,4	1,1
Communications	-3,0	-2,9	-4,9	-1,4	0,1
Loisirs et culture	-0,5	0,6	-0,6	-2,1	-3,3
Enseignement	1,6	1,5	1,6	1,2	1,4
Restaurants et hôtels	1,4	2,3	1,7	0,8	1,5
Autres biens et services	0,1	0,8	0,5	1,3	0,2

Prix à la consommation selon la provenance des biens**Indice des prix à la production et à l'importation****Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2010**

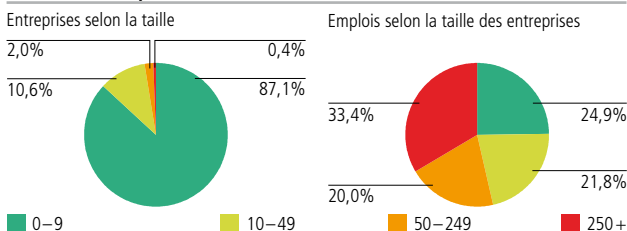
EU-27 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	143	105	113	105
Consommation individuelle effective	151	104	111	105
Alimentation et boissons non-alcoolisées	149	110	109	106
Boissons alcoolisées et tabacs	112	99	109	104
Habillement et chaussures	125	103	105	104
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	195	108	123	104
Ameublement, équipement ménager et entretien	123	99	108	105
Santé	148	105	112	119
Transport	115	106	105	94
Communications	107	83	121	103
Loisirs et culture	133	104	106	106
Enseignement	218	99	117	103
Hôtels, cafés et restaurants	142	104	103	107
Autres biens et services	146	103	112	106
Consommation collective effective	165	115	131	119
Formation brute de capital fixe	136	113	112	98
Machines et appareils	117	100	100	104
Construction	164	127	121	96
Logiciels	120	93	104	100

Poursuite des mutations structurelles, prédominance des PME

La part du secteur tertiaire dans le total des emplois est passée de 68,5% en 2001 à 69,6% en 2008 (entreprises marchandes uniquement). Au total, quelque 280 000 nouveaux emplois ont été créés, dont 51 000 dans le secteur secondaire et 229 000 dans le secteur tertiaire, soit une croissance de 5,0% et de 10,4% respectivement. L'emploi s'est accru le plus fortement dans le domaine de la «santé et de l'action sociale» (+89 000 ou +29,6%) ainsi que dans les «services spécialisés, scientifiques et techniques» (+39 000 ou +17,2%). Il a reculé dans certaines branches économiques: les plus lourdes pertes concernent la branche «industrie du papier, imprimerie» (–9500 ou –18,7%) et l'«industrie du textile, de l'habillement et du cuir» (–4800 ou –20,8%). Les petites et moyennes entreprises (PME), à savoir celles comptant moins de 250 emplois, continuent de dominer le paysage économique suisse. En 2008, elles représentent 99,6% des entreprises marchandes et deux tiers des emplois de ces dernières.

Taille des entreprises¹, en 2008



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

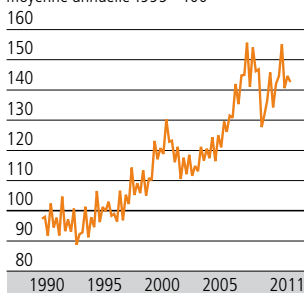
selon la NOGA 2008, en milliers	2008	
	Entreprises	Emplois
Total	312,9	3 494,1
Secteur secondaire	73,1	1 063,2
dont:		
Industries extractives	0,2	4,4
Industries alimentaires et du tabac	2,2	66,5
Industries du textile et de l'habillement	1,6	18,3
Industries du bois et du papier; imprimerie	9,1	80,5
Industrie pharmaceutique	0,2	35,2
Fabrication de produits métalliques	7,5	109,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,2	115,6
Fabrication d'équipements électriques	0,8	42,1
Production et distribution d'énergie	0,4	24,4
Construction de bâtiments et génie civil	5,3	103,3
Secteur tertiaire	239,8	2 430,8
dont:		
Commerce de gros	19,8	202,5
Commerce de détail	34,7	369,3
Hébergement	4,8	76,8
Restauration	20,8	149,7
Activités informatiques et services d'information	11,2	70,5
Activités des services financiers	1,6	131,3
Activités d'architecture et d'ingénierie	18,1	93,7
Activités de services administratifs et de soutien	11,2	140,0
Activités pour la santé humaine	16,7	263,5

Créations d'entreprises, en 2009

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 471	21 793	14 444	7 349
Secteur secondaire	1 878	3 883	3 063	820
Industrie et énergies	641	1 219	880	339
Construction	1 237	2 664	2 183	481
Secteur tertiaire	9 593	17 910	11 381	6 529
Commerce et réparations	2 115	3 806	2 394	1 412
Transports et entreposage	374	716	533	183
Hébergement et restauration	272	1 002	574	428
Information et communication	959	1 652	1 187	465
Activités financières et assurances	700	1 423	1 012	411
Activités immobilières et de services	1 138	2 351	1 339	1 012
Activités spécialisées et scientifiques	2 804	4 436	3 086	1 350
Enseignement	213	383	195	188
Santé et action sociale	405	1 020	439	581
Arts et activités récréatives	233	499	217	282
Autres activités de services	380	622	405	217

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 1995 = 100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 48% entre 1990 et 2010. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. Ainsi, elle a diminué dans les années de récession 2002 et 2003 pour repartir à la hausse en 2004, lorsque la conjoncture s'est rétablie. Elle s'est à nouveau amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation en 2010 a commencé à s'améliorer.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2006	2007	2008	2009	2010
Total	nominal	2,8	3,5	4,1	0,0	1,2
	réel	3,3	4,2	3,1	0,5	2,4
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	2,0	2,9	7,4	1,9	1,6
	réel	1,9	2,1	4,2	1,7	2,4
Vêtements, chaussures	nominal	3,0	4,3	0,3	-1,4	1,3
	réel	1,0	4,1	-3,6	-4,0	0,2
Carburants	nominal	8,6	4,5	9,4	-15,4	1,5
	réel	1,1	2,0	2,0	-2,2	-6,4
Total hors carburants	nominal	2,6	3,5	3,9	0,9	1,2
	réel	2,9	3,9	2,5	0,9	2,2

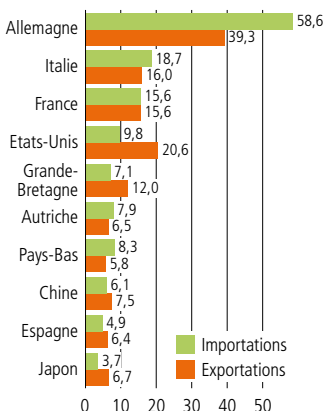
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de leur main-d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse, il se répartit de la manière suivante: 83,4% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,6% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel et les frais divers (2008, total secteurs II et III).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Avec un coût moyen pour l'industrie et la plupart des services de € 35.1 par heure travaillée en 2008, la Suisse est dans le groupe de tête des pays d'Europe, avec la Belgique (€ 33.7), le Luxembourg (€ 33.6), la France (€ 31.8), le Danemark et la Suède (€ 34.7 respectivement € 33.3 en 2007).

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2010

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2010 ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 75% des exportations et ont fourni 85,8% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (58,6% des exportations, 77,5% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

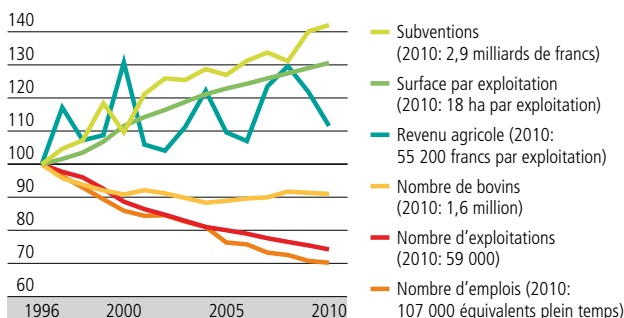
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2009	2010	1990	2009	2010
Total	96 611	168 998	183 436	88 257	187 448	203 484
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	13 306	13 398	2 998	8 262	8 498
Textiles, habillement, chaussures	8 806	9 042	8 956	4 984	3 688	3 386
Produits chimiques	10 625	34 964	37 787	18 422	71 771	75 909
Métaux	9 025	12 323	14 379	7 537	10 489	12 739
Machines, électronique	19 794	29 250	31 438	25 527	33 741	36 435
Véhicules	10 230	14 961	16 581	1 485	5 343	4 013
Instruments, horlogerie	5 786	15 378	18 620	13 330	32 407	36 971

Les terres agricoles et les forêts occupent respectivement 37% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2010, la contribution cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 1,1%.

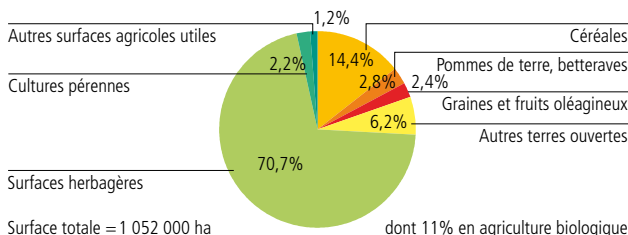
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2010

sans les alpages



Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2010

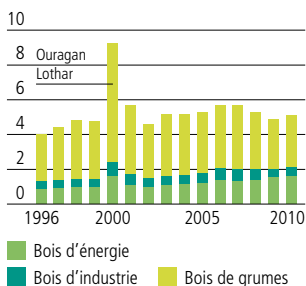
en %

Produits végétaux	43,8
Céréales	3,6
Plantes fourragères	12,0
Produits maraîchers et horticoles	14,1
Fruits et raisin	5,1
Vins	4,4
Autres produits végétaux	4,6
Animaux et produits animaux	46,6
Bovins	11,9
Porcins	9,2
Lait	20,5
Autres animaux et produits animaux	5,0
Services agricoles	6,4
Activités secondaires non agricoles	3,3

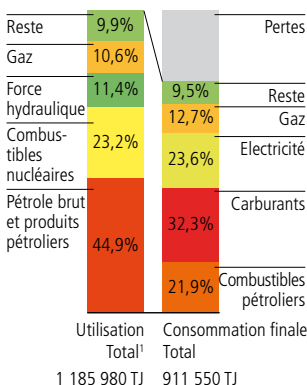
¹ Valeur totale = 10,3 milliards de francs

Récolte de bois

en millions de m³



Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2010

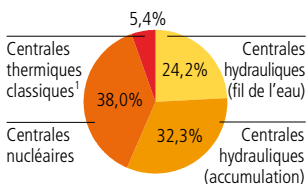


¹ Sans le solde importateur d'électricité (0,2%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc., se traduit par une utilisation accrue d'énergie, malgré les progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité énergétique. Les transports, qui absorbent près du tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante. Plus des deux tiers de la consommation finale d'énergie sont couverts par les combustibles fossiles; 19,4% proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2010



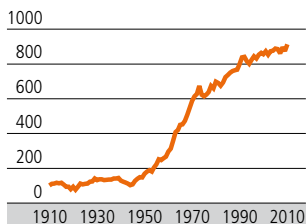
Total: 66,3 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

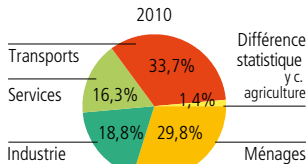
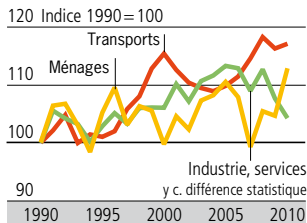
Energies renouvelables, en 2010

Part de la consommation finale	en %
Force hydraulique	12,17
Energie solaire	0,23
Chaleur ambiante	1,19
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,34
Energie éolienne	0,01
Part renouvelable des déchets	1,24
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Carburants biogènes	0,07

Consommation finale d'énergie en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction	en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2009	2010
Total	34 198	47 588	43 708	47 379	49 232
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 399	15 956
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 617	9 648
dont routes	...	...	5 221	4 407	4 738
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	5 783	6 308
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	31 980	33 276
dont logements	...	...	17 147	21 494	22 991

Construction de logements

	1980	1990	2000	2009	2010
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	14 166	14 736
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 149	9 387
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	39 733	43 632
d'une pièce	2 122	2 010	528	584	725
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 591	3 913
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	8 859	10 608
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	14 045	15 438
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 654	12 948

Parc de logements

	1980	1990	2000	2009	2010
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 008 351 ²	4 079 060
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,92 ¹	0,94 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

Vers des logements plus spacieux ...

Le nombre des logements augmente plus vite que l'effectif de la population. De 1990 à 2000, il a progressé de 8%, alors que le nombre d'habitants augmentait de 6%. Le nombre moyen de personnes par logement habité a de ce fait fléchi de 2,4 à 2,3. Parallèlement, la surface moyenne d'habitation est passée de 39 m² à 44 m² par personne.

... et vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2010, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 58%. Celles-ci représentent en 2010 64% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Les hauts bâtiments sont rares

Parmi les maisons à plusieurs logements et les bâtiments d'habitation avec usage annexe, deux tiers (66%) comptent moins de quatre niveaux. Seuls 6% des bâtiments d'habitation considérés peuvent être qualifiés de hauts bâtiments comportant à la fois plus de cinq niveaux et plus de six logements. Ces bâtiments se situent avant tout dans les régions urbaines (96%) et principalement (64%) dans les cinq plus grandes agglomérations du pays. Si les hauts bâtiments sont définis comme des maisons à plusieurs logements ou des bâtiments d'habitation avec usage annexe comportant à la fois plus de neuf niveaux et plus de neuf logements, leur part ne représente alors plus que 0,4% des bâtiments d'habitation considérés. Ils sont plutôt une exception en Suisse. Il n'y a pratiquement pas de hauts bâtiments dans les régions rurales.

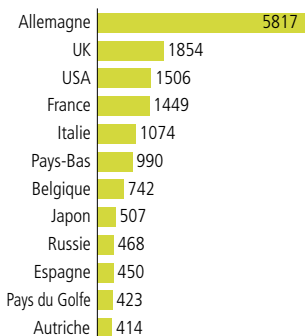
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2000	2009	2010
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	264 495	273 974	275 193
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	13 894	15 564	16 203
Terrains de camping ²	...	1 050	932
Auberges de jeunesse	...	476	471
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 020	35 589	36 208
Hôtes de l'étranger en %	58	57	56
Terrains de camping ²	...	3 654	3 281
Hôtes de l'étranger en %	...	47	47
Auberges de jeunesse	804	946	939
Hôtes de l'étranger en %	46	42	42
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,5	2,3	2,2
Terrains de camping ²	...	3,5	3,5
Auberges de jeunesse	...	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	36,2	35,6	36,0
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	11 223	15 377	15 607 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	9 167	11 847	11 625 ^P
Solde	2 057	3 530	3 982 ^P

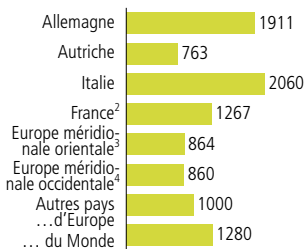
1 Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle
2 Méthode de calcul révisée en 2010; données 2009 recalculées

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2010



1 en milliers, sans la parahôtellerie

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2010



1 Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 10,0 millions

2 Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

3 Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovénie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

4 Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

85,5% des personnes vivant en Suisse ont accompli en 2010 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,6 voyages avec nuitées et 10,7 voyages d'une journée. Plus de la moitié (57%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 60% des voyages avec nuitées et 9% des voyages d'un jour.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

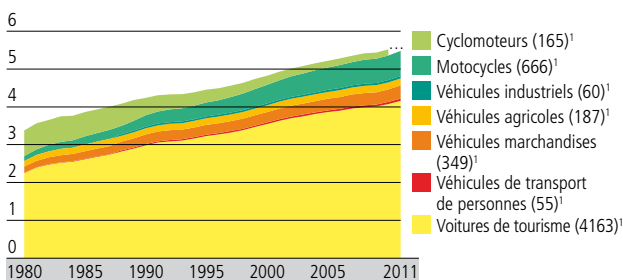
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 1992/97).

En 2010, le réseau routier totalisait 1790 km de routes nationales (dont 1406 km d'autoroutes) et 18 040 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 622 km de routes communales (état en 1984). La longueur totale du réseau ferroviaire est de 5124 km.

Parc de véhicules à moteur

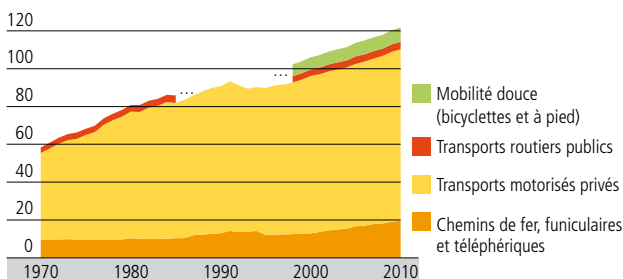
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2011 (Cyclomoteurs 2010), en milliers

Volume des transports en personnes-kilomètres

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2005

Moyenne par personne et par jour¹

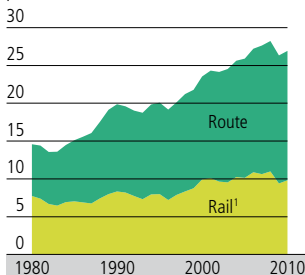
	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	38,2	98,4	Moyens de transports		
Finalité des déplacements			Marche	2,1	36,9
Travail et formation	10,6	22,3	Bicyclette	0,8	4,3
Achats	4,4	13,3	Cyclomoteur	0,1	0,2
Services et accompagnement	0,5	1,0	Motocycle	0,6	1,3
Déplacements professionnels	3,3	6,4	Voiture	25,5	38,4
Loisirs	16,8	50,0	Bus/tram	1,5	6,1
Indéterminé	2,5	5,4	Car postal	0,2	0,4
			Train	6,2	7,2
			Autres	1,2	3,6

1 Mobilité journalière de la population résidente permanente âgée de 10 ans ou plus en Suisse

2 Temps d'attente compris

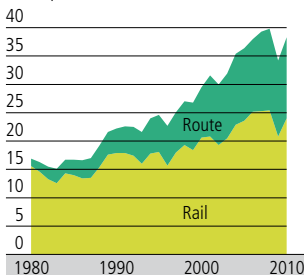
Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an

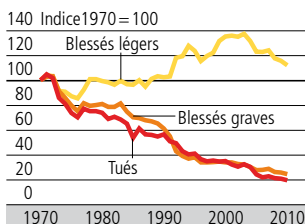


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an



Victimes d'accidents de la route



Victimes par mode de transport, en 2010

Trafic routier	
Tués	327
Blessés graves	4 458
Blessés légers	19 779
Trafic ferroviaire	
Personnes tuées	20
Trafic aérien	
Tués en Suisse	9

Coûts des transports

Les coûts économiques des transports, c'est-à-dire la somme effectivement dépensée pour les transports par leurs usagers, par les pouvoirs publics et par des tiers, s'élevaient en 2005 à 82 milliards de francs. La mobilité nous coûte donc plus cher que, par exemple, le système de la santé ou l'éducation publique. Les coûts des transports routiers sont à peu près six fois plus élevés que ceux des transports ferroviaires. Les transports de personnes par la route (voitures de tourisme) coûtent 54 centimes par personne-kilomètre, contre 40 centimes pour les transports de personnes par le rail. Dans le trafic des marchandises, les coûts par tonne-kilomètre sont de 57 centimes pour les transports routiers et de 24 centimes pour les transports ferroviaires. Sur les 82 milliards du coût total des transports, environ 7,9 milliards sont des coûts externes, qui ne sont pas couverts par les usagers des transports. Il s'agit notamment des coûts découlant des dommages causés à l'environnement et à la santé, mais aussi de ceux résultant des dépréciations et des dégâts occasionnés aux bâtiments.



	Année ¹	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2010	7 786	81 802	11 305
Habitants par km ²	2010	189	229	86
Pourcentage des moins de 20 ans	2010	21,0	18,8	19,4
Pourcentage des plus de 64 ans	2010	16,8	20,7	18,9
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2009	10,1	8,3	10,5
Naissances hors mariage en %	2010	19	33	7
Mariages pour 1000 habitants	2010	5,5	4,7	5,1
Divorces pour 1000 habitants	2010	2,8	2,3	1,2
Solde des migrations internationales en % de la population	2009	1,0	0,1	0,3
Population étrangère en % de la population	2010	22,0	8,7	8,4
Personnes par ménage privé	2001	2,2	2,2	2,8
25–64 ans avec niv. de formation élevé en %	2010	35	27	24
Dépenses pour la recherche et le développement en % du PIB	2010	3,0	2,8	...
Espérance de vie ² des femmes en années	2010	84,6	83,0	83,1
Espérance de vie ² des hommes en années	2010	80,2	78,0	78,7
Mortalité infantile ³	2010	3,8	3,4	2,8
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2009	385	363	613
Coûts du système de santé en % du PIB	2009	11,4	11,2	10,6
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2009	26,4	31,4	28,0
Surface agricole en % de la surface totale	2009	36,9	48,5	32,2
Surface forestière en % de la surface totale	2009	30,8	31,8	30,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (en t par habitant)	2009	6,7	11,2	10,9
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2009	514	509	443
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2009	45	51	129
Actifs occupés dans l'agriculture en %	2010	3,3	1,6	12,5
Actifs occupés dans l'industrie en %	2010	21,1	28,4	19,7
Actifs occupés dans les services en %	2010	75,6	70,0	67,8
Taux d'activité des femmes (15 à 64 ans)	2010	72,5	66,1	48,1
Taux d'activité des hommes (15 à 64 ans)	2010	84,6	76,0	70,9
Taux de chômage (selon la définition internationale)	2010	4,7	7,2	12,7
Femmes	2010	5,1	6,6	16,4
Hommes	2010	4,3	7,6	10,1
15–24 ans	2010	7,9	9,9	32,9
Sans-emploi de longue durée en % du total de sans-emploi	2010	31,3	47,3	45,0
Femmes travaillant à temps partiel en % ⁴	2010	60,0	45,0	10,2
Hommes travaillant à temps partiel en % ⁴	2010	12,3	8,7	3,4
Durée hebdomadaire de travail en heures	2010	35,2	35,7	42,3
Produit intérieur brut (PIB), par habitant, en SPA (standard de pouvoir d'achat)	2010	35 900	28 800	21 900
PIB: croissance annuelle réelle moyenne (en %)	2000–2010	1,7	1,0	2,2
Taux d'inflation	2010	0,6	1,2	4,7
Excédent/déficit public en % du PIB	2010	0,6	–4,3	–10,6
Dette brute publique en % du PIB	2010	38,3	83,2	144,9

1 Ou dernière année disponible

2 A la naissance

3 Enfants morts pendant leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

4 Des femmes actives occupées ou des hommes actifs occupés



Espagne

France

Italie

Pays-Bas

Autriche

Suède

Roy.-Uni

UE-27

45 989

64 716

60 340

16 575

8 375

9 341

62 027

501 126

91

102

200

399

100

21

255

114

19,8

24,7

19,0

23,7

20,8

23,4

23,8

21,4

16,8

16,6

20,2

15,3

17,6

18,1

16,5

17,4

10,8

12,9

9,5

11,2

9,1

12,0

12,9

...

32

54

25

44

40

54

47

37

3,6

3,8

3,6

4,4

4,5

5,3

4,3

4,5

2,2

2,1

0,9

1,9

2,1

2,5

2,0

2,0

0,4

0,1

0,6

0,3

0,2

0,7

0,3

0,3

12,3

5,8

7,0

3,9

10,5

6,3

7,0

6,5

2,9

2,4

2,6

2,3

2,4

2,1

2,4

...

31

29

15

32

19

34

35

26

1,4

2,3

1,3

1,8

2,8

3,4

1,8

2,0

85,3

85,0

84,5

83,0

83,5

83,6

82,5

82,4

79,1

78,0

79,1

78,9

77,9

79,6

78,3

76,4

3,2

3,9

3,4

3,8

3,9

2,5

4,3

4,3

355

327

411

286

468

372

266

...

9,2

11,6

9,5

11,2

9,8

9,6

9,8

...

25,0

33,1

29,8

31,6

30,8

32,1

29,2

29,5

51,9

47,0

51,4

49,6

38,2

8,2

73,1

...

31,1

27,5

33,2

11,0

47,0

67,2

11,8

...

8,0

8,0

8,2

12,1

9,6

6,5

9,2

9,2

480

482

606

462

522

465

459

473

59

69

70

43

76

38

38

70

4,3

2,9

3,8

2,8

5,2

2,1

1,2

...

23,1

22,0

28,8

15,9

24,9

19,9

19,1

...

72,6

75,1

67,5

81,3

69,8

78,0

79,7

...

52,3

59,7

46,1

69,3

66,4

70,3

64,6

58,2

64,7

68,1

67,7

80,0

77,1

75,1

74,5

70,1

20,2

9,4

8,5

4,5

4,5

8,6

7,9

9,7

20,6

9,7

9,7

4,5

4,3

8,4

7,0

9,7

19,8

9,1

7,7

4,5

4,6

8,7

8,8

9,7

41,6

22,9

27,8

8,7

8,8

25,2

19,6

20,9

36,6

40,2

48,5

27,6

25,2

17,7

32,7

39,9

23,1

30,0

29,0

76,2

43,3

39,7

42,4

31,4

5,2

6,4

5,1

24,2

7,8

12,2

11,0

7,9

38,6

38,0

37,8

30,6

37,8

36,5

36,4

37,5

24 500

26 300

24 600

32 500

30 800

30 100

27 300

24 400

2,1

1,1

0,4

1,4

1,6

2,1

1,7

1,4

2,0

1,7

1,6

0,9

1,7

1,9

3,3

2,1

-9,3

-7,1

-4,6

-5,1

-4,4

0,2

-10,3

-6,6

61,0

82,3

118,4

62,9

71,8

39,7

79,9

80,1

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2010

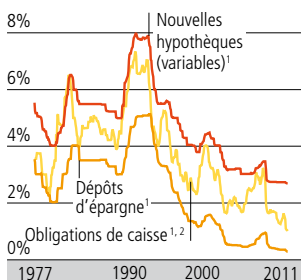
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.		Perte ann.	
	1990	2010	en mio. de fr.		en mio. de fr.		en mio. de fr.	
Total	625	320	2 714 535		1,7		13 779	
Banques cantonales	29	24	421 548		4,5		2 606	
Grandes banques	4	2	1 482 146		2,6		6 123	
Banques régionales, caisses d'épargne	204	69	96 070		4,1		390	
Banques Raiffeisen	2	1	147 239		5,5		627	
Autres banques	218	179	496 821		-5,4		3 553	
Filiales de banques étrangères	16	32	24 913		4,3		151	
Banques privées	22	13	45 798		16,8		329	

1 Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2010

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	53,5
Liquidités	3,9
Créances résultant de papiers monétaires	5,3
Créances sur les banques	22,2
Créances envers clients	19,1
Créances hypothécaires	28,3
Portefeuilles de titres destinés au négoce	7,6
Placements financiers	5,3
Participations	2,2
Immobilisations	0,9
Autres	5,3
Passifs	
Total	100
dont étranger	52,5
Engagements résultant de papiers monétaires	3,4
Engagements envers les banques	18,5
Fonds de la clientèle	65,8
Engagements sous forme d'épargne et de placement	16,8
Autres engagements à vue	21,0
Autres engagements à terme	13,3
Obligations de caisse	1,3
Prêts sur lettres de gage et emprunts	13,3
Fonds propres	5,3
Autres	7,1

Taux d'intérêt



1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2006	2008	2010
\$ 1	1,253	1,083	1,042
¥ 100	1,077	1,052	1,188
€ 1	1,573	1,587	1,381
£ 1	2,307	1,997	1,609

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2010

en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	109 573	71 455
Assurance-vie	32 558	27 330
Assurance-accidents/ dommages	49 092	29 262
Réassurance	27 924	14 863

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

- www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances
- www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)
- www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale peut être représenté en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources; l'aide sociale publique constitue ici une prestation de dernier recours et garantit le droit au minimum vital. Ce niveau n'entre en ligne de compte que lorsque les autres mesures de la protection sociale ne produisent pas leurs effets (selon le principe de subsidiarité).

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2008, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 144 milliards de francs. Sur ce montant, 135 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ quatre cinquièmes de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale)¹.

¹ En 2011, les méthodes de calculs ont été révisées. Les nouveaux résultats pour les années 2009 et 2010 seront disponibles à partir de mi-2012.

Protection sociale: dépenses et recettes

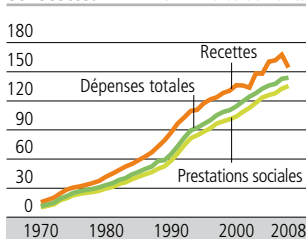
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2007	2008 ^p
Dépenses totales	64,8	95,8	114,0	142,5	143,6
dont prestations sociales	58,0	87,8	103,7	132,4	135,0
Recettes	87,3	117,3	136,0	167,3	154,2
Taux de dépenses sociales ¹	19,6	25,6	27,0	27,3	26,4

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales, en 2008^p par fonction

	en %
Vieillesse	46,0
Maladie/soins de santé	26,4
Invalidité	12,5
Survie	4,4
Famille/enfants	5,1
Chômage	2,6
Exclusion sociale	2,6
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquièmes des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2010

en milliers

AVS: rentes vieillesse	1 981,2	PP ² : rentes d'invalidité	133,9
AVS: rentes complémentaires	64,9	PP ² : autres rentes	71,5
AVS: rentes survivants	159,1	AI: rentes d'invalidité	279,5
PC à l'AV ¹	168,2	AI: rentes complémentaires	96,0
PC à l'AS ¹	3,3	PC à l'AI	105,6
PP ² : rentes vieillesse	577,2	AA ³ : rentes survivants	23,0
PP ² : rentes de veufs/veuves	174,0	AA ³ : rentes d'invalidité	85,4
		AC ⁴	321,9

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2009)

3 Assurance-accidents

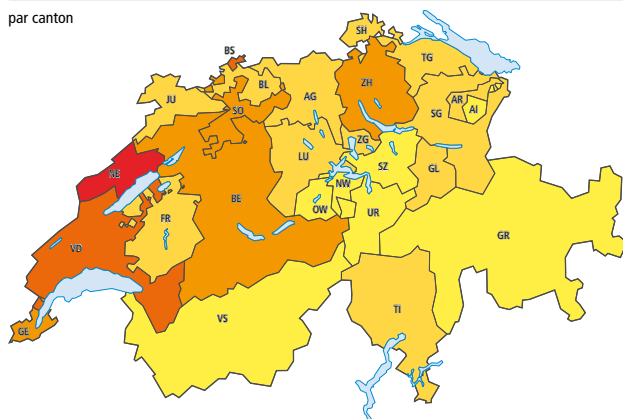
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1850 à 2834 francs entre 2000 et 2010. En 2010, la prime annuelle moyenne se montait à 3377 francs par année pour les adultes, à 2689 francs pour les jeunes adultes et à 870 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2010, cette prime atteint en moyenne 3964 francs dans le canton de Bâle-Ville et 1959 francs dans celui de Appenzell Rhodes-Intérieures. Le montant des prestations brutes annuelles moyennes par assuré (soit avec la participation des assurés aux coûts) a passé de 2131 à 3123 francs entre 2000 et 2010: en 2010, il se montait à 3909 francs par année pour les adultes, à 1339 francs pour les jeunes adultes et à 962 francs pour les enfants. Le montant des prestations nettes annuelles moyennes par assuré (soit sans la participation des assurés aux coûts, payées par les assureurs) a passé de 1816 à 2684 francs entre 2000 et 2010: en 2010, il se montait à 3367 francs par année pour les adultes, à 1008 francs pour les jeunes adultes et à 868 francs pour les enfants.

Taux d'aide sociale, en 2010

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,0

Aide sociale

231 406 personnes, soit 3% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2010. On observe des disparités importantes entre régions: les villes importantes présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les chômeurs sont surreprésentés. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

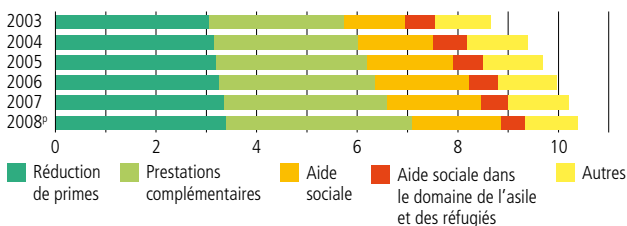
Le taux de bénéficiaires est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Les personnes élevant seules des enfants sont particulièrement exposées au risque de dépendre de l'aide sociale. En Suisse, près d'un ménage sur six dans lequel un parent élève seul les enfants dépend de l'aide sociale.

Les personnes de nationalité étrangère sont nettement surreprésentées dans l'aide sociale par rapport à l'ensemble de la population. Elles représentent environ 46% de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale, alors que la proportion des personnes étrangères en Suisse est de 22%.

Taux d'aide sociale, en 2010 en %

Total	3,0
Classes d'âge	
0–17 ans	4,4
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,1
36–45 ans	3,2
46–55 ans	3,2
56–64 ans	2,3
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,4
Personnes de nationalité suisse	2,0
Hommes	2,1
Femmes	2,0
Personnes de nationalité étrangère	6,0
Hommes	5,7
Femmes	6,4

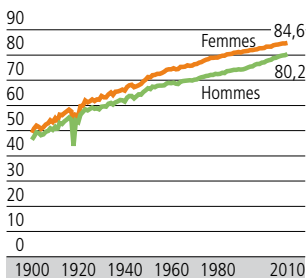
Dépenses nettes pour les prestations sociales sous condition de ressources en milliards de francs (prix courants)



Prestations sociales sous condition de ressources

Les prestations sociales sous condition de ressources forment le dernier maillon dans notre système de protection sociale. On ne peut y recourir que lorsque des prestations d'autres assurances sociales ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, des telles prestations présupposent une situation de besoin. Elles ne sont accordées qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,8 an depuis 1990, chez les hommes de 6,2 ans (2010). Ces derniers

décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé

En 2007, 88% des hommes et 85% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 3% des hommes et des femmes se disaient en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne est absente de son travail pour cause de maladie ou d'accident 9 jours par année.

Maladies infectieuses¹, en 2010

Infections gastro-intestinales graves	7 853
Méningite	52
Hépatite B	64
Tuberculose	548
SIDA	147

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2010

	Hommes	Femmes
Professionnels	205 004	61 835
Non professionnels	304 997	192 027

Handicapés¹, en 2010

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 671	6 548
50–59%	19 588	19 827
60–69%	8 764	7 629
70–100%	97 130	78 960

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2009

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	30 034	32 442	591,0	385,0
dont:				
Maladies infectieuses	331	345	6,6	4,5
Tumeurs malignes	8 824	7 238	177,0	113,0
Appareil circulatoire	9 872	12 356	186,0	123,0
Cardiopathies ischémiques	4 479	4 098	85,1	40,6
Maladies cérébro-vasculaires	1 511	2 401	27,9	24,5
Appareil respiratoire, toute formes	2 128	1 963	39,5	21,5
Accidents et traumatismes	2 219	1 361	49,6	20,2
Accidents, toutes formes	1 292	1 019	28,1	12,7
Suicides	827	278	19,3	6,2

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2009	2010
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	4,3	3,8

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2007

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart d'entre eux n'en consomment qu'à quelques reprises ou de manière occasionnelle. En 2007, environ 7% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis, contre seulement 4% en 1992. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important que celle de drogues illégales: la population compte quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, notamment chez les 35 à 44 ans, plus particulièrement chez les hommes (hommes de 35 à 44 ans: de 41% à 32%; femmes: de 31% à 27%). La consommation quotidienne d'alcool a reculé, tombant à 14% (contre 21% en 1992).

Prestations, en 2007

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	73,4	86,2
Ont séjourné à l'hôpital	10,7	12,2
Aide et soins à domicile	1,4	3,6

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

	pour 100 000 habitants	
	1990	2010
Médecins ayant un cabinet ¹	153	205
Dentistes	48	52

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2010

	en % ¹		
	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,9	9,0	12,7
60–79 ans	26,0	28,7	23,7
80+ ans	47,0	53,2	43,7

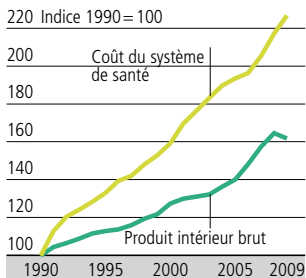
¹ du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales, en 2010

	en milliers en % ¹	
Nombre de clients: total	189,1	2,4
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,9	28,8
Hommes	26,9	21,3
Femmes	79,0	32,8

¹ du groupe de population concerné

Coûts de la santé



En 2009, les dépenses pour la santé ont représenté 11,4% du produit intérieur brut, contre 8,1% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

	en millions de francs	
	1999	2009
Total	41 104	60 984
Soins en milieu hospitalier	18 979	27 764
Soins ambulatoires	12 358	19 185
dont:		
médecins	6 010	8 577
dentistes	2 736	3 709
Aide et soins à domicile	848	1 308
Services auxiliaires ¹	1 394	2 046
Biens de santé ²	5 199	7 423
dont:		
par les pharmacies	3 153	4 243
par les médecins	1 214	1 937
Prévention	1 015	1 522
Administration	2 160	3 043

¹ P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes, et la durée totale de l'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7100 et 8900 heures par élève.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: outre une réalisation du concordat HarmoS (accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire) dans certains cantons, les cantons ont également procédé à des réformes au-delà du degré obligatoire: les structures existantes au niveau national ont été revues (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Alors que la demande de formation croissait en parallèle, les écoles de formation générale ont gagné du terrain.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1980/81	1990/91	2009/10	1980/81	1990/91	2009/10
Total	1 234,1	1 291,8	1 522,4	46	46	48
Préscolarité	120,3	139,8	147,2	49	49	49
Scolarité obligatoire	849,6	711,9	769,3	49	49	49
Degré primaire	451,0	404,2	436,1	49	49	49
Degré secondaire I	362,3	271,6	294,4	49	49	50
Programmes spéciaux	36,4	36,2	38,8	39	38	36
Degré secondaire II	299,0	295,8	343,3	43	45	47
Ecoles de form. générale ¹	74,8	74,5	106,3	53	55	58
Formation professionnelle ²	224,2	221,3	237,0	39	42	43
Degré tertiaire	85,3	137,5	250,1	30	35	49
Hautes écoles universitaires	61,4	85,9	126,9	32	39	50
Hautes écoles spécialisées	...	...	69,7	...	...	50
Form. prof. supérieure	...	36,2	53,5	...	33	46
Degré indéterminé	–	6,7	–	–	51	–

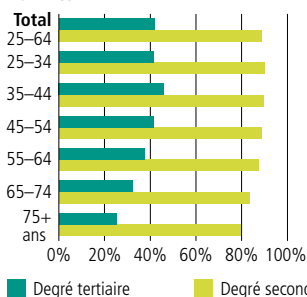
1 Y c. formation des enseignants et préparation à la maturité professionnelle après l'apprentissage

2 Y c. formation élémentaire et préapprentissage

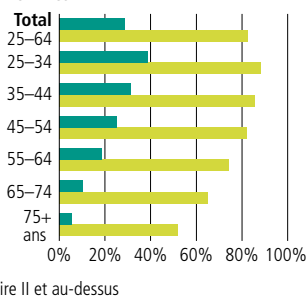
Niveau de formation, en 2010

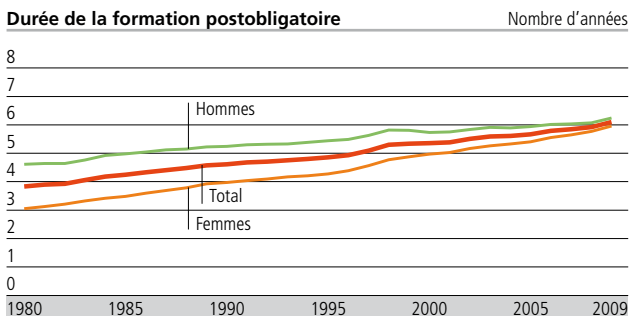
en % de la population résidente

Hommes



Femmes





La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le nombre de maturités professionnelles et générales s'est accru de presque trois quarts depuis 1990. Dans les hautes écoles également, le nombre de diplômes a plus que doublé entre 1997 et 2009. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 35% en 2009 à 50% en 2025.

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Les hommes continuent cependant de suivre des études plus longues et leur taux d'admission au degré tertiaire est plus élevé. Les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire: elles redoublent moins souvent, sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Quelques titres de formation, en 2010

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 865	57,6
Certif. maturité professionnelle	12 249	46,0
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	63 079	44,4
Dipl. école sup. de commerce	2 897	49,9
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	7 337	48,5
Diplôme fédéral	3 160	20,9
Brevet fédéral	13 144	38,9
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	2 024	55,3
Bachelor	10 474	53,0
Master	2 081	59,6
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	3 500	62,1
Bachelor	11 537	51,8
Master	7 964	49,2
Doctorat	3 588	43,4

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2009/10 Personnel des hautes écoles, en 2010

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 091	95,7
Scolarité obligatoire ¹	51 600	67,8
Degré primaire	28 200	80,6
Degré secondaire I	23 500	52,3
Degré secondaire II ²	8 300	43,5
Hautes écoles universitaires	36 093	42,2
Professeurs	3 243	17,0
Autres enseignants	2 994	25,5
Assistants ³	17 785	41,0
Hautes écoles spécialisées	13 727	43,0
Professeurs	4 358	32,7
Autres enseignants	2 485	41,5
Assistants ³	2 783	40,3

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux

2 Formation générale seulement (maturité, écoles de culture générale, etc.)

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2009

en milliards de francs

Total	29,7
dont rémunération des enseignants	15,3
Préscolarité	1,0
Scolarité obligatoire	12,9
Ecoles spéciales	1,7
Accueil de jour	0,1
Form. professionnelle initiale	3,6
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,2
Hautes écoles, hautes écoles spécialisées	7,3
Inclassables	0,5

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans et 83% des personnes actives occupées âgées de 25 à 64 ans) a suivi en 2009 une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Toutefois, on note que l'apprentissage informel est nettement plus fréquent que la formation non formelle (74% de la population résidente permanente et 78% des personnes actives occupées pour le premier, contre 50% et 55% pour la seconde).

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3,01% de son PIB consacrés à la R-D (2008), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2008, quelque 16,3 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 73%, les hautes écoles pour 24%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 2,5%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2008, elles y ont consacré près de 15,8 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 12 milliards de francs dépensés pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →
Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,4 million de lectrices et de lecteurs¹ par édition. En Suisse romande, on trouve même deux journaux gratuits, tous deux fondés en 2005, parmi les trois quotidiens les plus lus: «Le Matin Bleu»² (559 000 lectrices et lecteurs) et «20 Minutes», l'édition en langue française de «20 Minuten» (526 000 lectrices et lecteurs).

1 Source REMP MACH Basic (2009/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

2 «Le Matin Bleu» a cessé de paraître en septembre 2009.

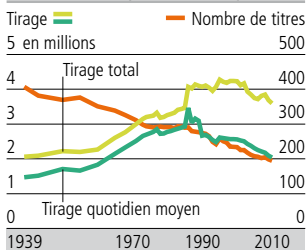
Diffusion d'Internet et de la téléphonie mobile

Le nombre des utilisateurs et utilisatrices d'Internet (qui y recourent plus d'une fois par semaine) est passé de 0,7 million en 1998 à 4,8 millions au 3^e trimestre 2010. Plus de quatre ménages sur cinq disposent d'un ordinateur et, à fin 2009, on comptait en Suisse 2,7 millions de raccordements à large bande (ADSL ou modem par câble). L'essor de la téléphonie mobile a été tout aussi rapide: le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 125 000 en 1990 à plus de 1,7 million en 1998, puis à 9,3 millions en 2009, soit 120 raccordements pour 100 habitants.

La lecture est toujours d'actualité

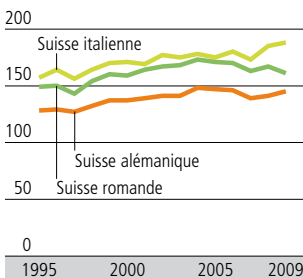
En Suisse en 2008, une majorité de la population a lu des journaux (97%), des livres (81%) et des magazines (79%). 20% ont lu des bandes dessinées (BD). Si les différences selon l'âge, le sexe, la formation sont faibles pour la lecture des journaux et des magazines, elles sont plus marquées pour la lecture des livres et des BD. Dans ces deux derniers cas, ce sont plutôt les moins de trente ans, les diplômées et diplômés du tertiaire, les personnes à revenu du ménage élevé et les habitantes et habitants des villes et agglomérations qui sont concernés.

Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation de la télévision en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2006	2007	2008	2009 ¹
Suisse alémanique	102	105	109	119
Suisse romande	97	98	99	106
Suisse italienne	96	99	99	108

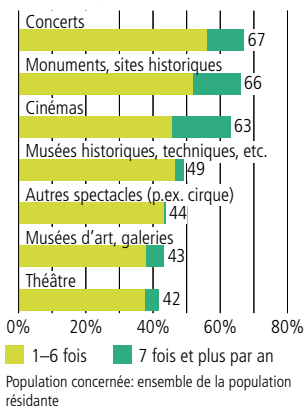
1 En raison des modifications de la méthode une comparaison des résultats avec les années précédentes n'est pas possible.

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Les pratiques culturelles

La fréquentation de concerts, la visite de monuments ainsi que le cinéma font partie des activités culturelles les plus appréciées en 2008. Le rock et la musique pop sont les styles musicaux préférés de la population suisse, suivis de la musique classique. On écoute beaucoup de musique en privé, le plus souvent à la radio mais aussi via la télévision. Les jeunes recourent pour cela beaucoup à des lecteurs MP3. Les personnes ayant un niveau de formation élevé et un bon revenu ainsi que les personnes jeunes sont celles qui utilisent le plus souvent l'offre culturelle; le sexe et la nationalité n'ont quant à eux pratiquement aucune influence sur cette utilisation. Les activités culturelles sont par contre davantage pratiquées dans les villes et les agglomérations qu'à la campagne.

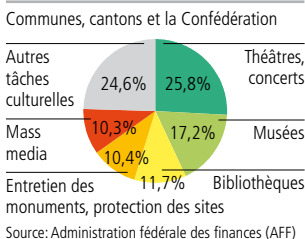
Taux de fréquentation, en 2008



Dépenses en faveur de la culture

En 2007, un quart des dépenses publiques de la Confédération, des cantons et des communes en faveur de la culture, soit 579 millions de francs, ont été engagées en faveur du domaine «Théâtres, concerts». Le domaine «Musées» a obtenu 384 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Mass media» (médias imprimés, films, télévision, radio, etc.) et «Entretien des monuments, protection des sites», avec des montants s'échelonnant entre 230 et 260 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2007



Cinéma: diversité de l'offre

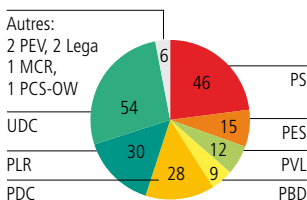
Après avoir atteint un pic en 1964/65 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectatrices et spectateurs a reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992/93 a marqué le creux de la vague, avec 302 cinémas et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais non celui des spectatrices et spectateurs (2010: 558 salles et 14,8 millions de spectateurs).

L'offre de films a elle aussi beaucoup changé. Au début des années 1980, environ 3000 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1400. Par contre, le nombre de films projetés en première vision a augmenté de manière continue depuis 2004 (pour s'élever à environ 400 par an).

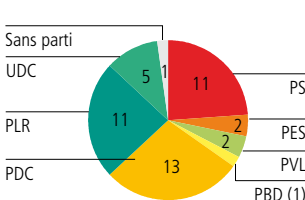
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PLR, 2 PS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations.

Conseil national 2011: mandats



Conseil des Etats 2011: mandats



Elections au Conseil national 2011

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	15,1	30	7	23	23,3
PDC	12,3	28	9	19	32,1
PS	18,7	46	21	25	45,7
UDC	26,6	54	6	48	11,1
PVL	5,4	12	4	8	33,3
PBD	5,4	9	2	7	22,2
PES	8,4	15	6	9	40,0
Petits partis de droite ¹	2,7	3	1	2	33,3
Autres ²	5,4	3	2	1	66,6

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST, Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national de 2011

Les élections au Conseil national de 2011 ont modifié la composition du paysage des partis telle qu'elle existait depuis plusieurs décennies. Si l'érosion des partis bourgeois traditionnels PLR et PDC s'est poursuivie, elle a profité, pour la première fois depuis longtemps, non pas à l'UDC, mais au PVL et au PBD, les derniers-nés des partis.

Ces deux partis sont les seuls vrais gagnants des élections au Conseil national de 2011. Presque tous les autres partis font par contre partie des perdants de manière plus ou moins marquée. Les partis bourgeois PDC, PLR et UDC ainsi que les Verts ont enregistré les plus fortes pertes.

Abbreviations des partis

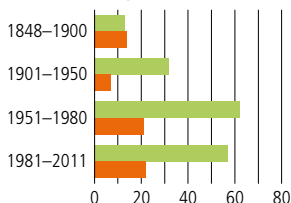
PLR Parti libéral-radical ¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

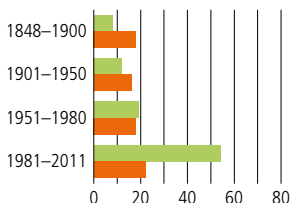
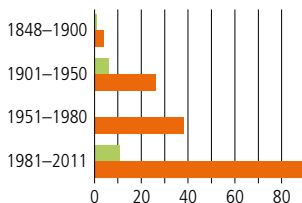
DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romands

¹ En 2009, fusion du PRD avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

Référendums obligatoires¹

Référendums facultatifs

Initiatives populaires²

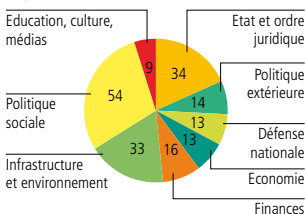
■ Accepté

■ Rejeté

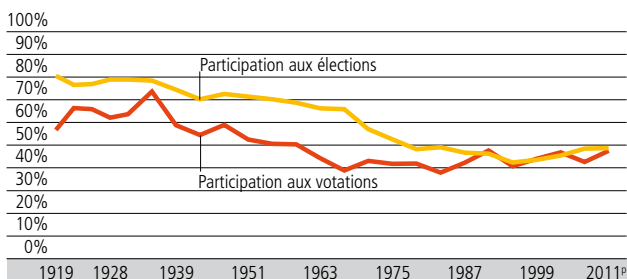
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991–2011



Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement.

Comptes des administrations publiques

en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2009	2010 ²	2000	2009	2010 ²	2000	2009	2010 ²
Total¹	163,6	196,3	193,7	151,8	185,8	190,1	11,8	10,5	3,6
Confédération	52,0	68,1	62,9	48,2	58,7	60,0	3,8	9,4	2,9
Cantons	62,8	75,8	77,8	60,0	73,6	75,7	2,8	2,3	2,1
Communes	42,1	42,4	43,4	40,6	42,9	43,5	1,5	-0,5	-0,1
Assurances sociales	44,5	53,2	53,5	41,1	53,9	54,9	3,4	-0,6	-1,3

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

en milliards de francs

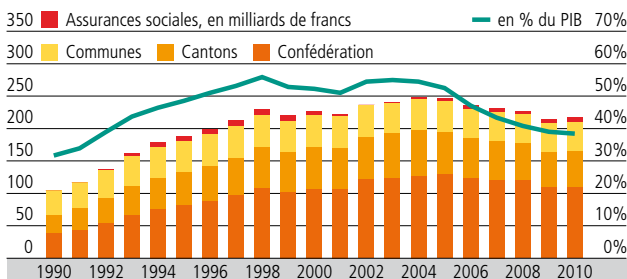
	1990	2000	2007	2008	2009	2010 ³
Total¹	104,8	220,4	226,0	222,5	209,0	210,0
Confédération	38,1	108,1	120,9	121,4	110,7	110,0
Cantons	29,2	63,1	60,8	56,1	52,8	56,0
Communes	37,4	49,1	44,2	44,9	45,3	44,0
Assurances sociales	0,1	5,8	5,0	4,2	5,8	7,4

Par habitant, en francs ²	15 241	30 574	29 666	29 298	27 138	26 974
--------------------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Aux prix courants

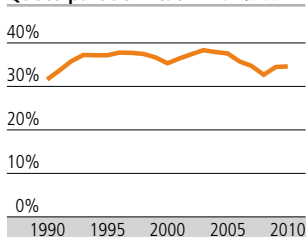
3 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation consi-

dérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture persistant jusqu'à mi-2008 et à la répartition des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire continuellement leurs dettes brutes depuis 2005. La quote-part de la dette a chuté fin 2010 à 38,4%.

Recettes des administrations publiques¹, en 2009

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	196,3
Recettes ordinaires	96,5	189,4
Recettes d'exploitation	91,0	178,6
Revenus fiscaux	80,3	157,6
Patentes et concessions	2,0	3,9
Compensations	8,2	16,2
Revenus divers	0,1	0,1
Revenus de transferts	0,4	0,8
Recettes financières	4,5	8,9
Recettes d'investissements	1,0	1,9
Recettes extraordinaires	3,5	6,9
Revenus extraordinaires	0,8	1,5
Recettes d'investissements extraordinaires	2,7	5,4

Dépenses des administrations publiques, par fonction, en 2009

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	185,8
Administration générale	7,2	13,4
Ordre et sécurité publique, défense	7,7	14,2
Enseignement	17,4	32,3
Culture et loisirs	2,6	4,9
Santé	6,1	11,3
Prévoyance sociale	39,2	72,8
Trafic et télécommunications	8,9	16,6
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	3,1	5,7
Economie publique	4,2	7,9
Finances et impôts	3,5	6,6

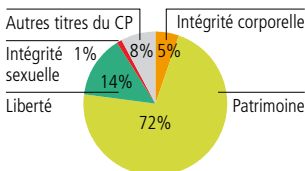
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénoncations

429 324 affaires criminelles totalisant 656 858 infractions ont été enregistrées en 2010. 80% de ces infractions relevaient du Code pénal (CP), 14% de la loi sur les stupéfiants (Lstup), 4% de la loi sur les étrangers (LEtr) et 2% de lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 91%

pour les homicides et 19% pour les infractions contre le patrimoine. La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 51% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 58% parmi ceux pour infraction à la Lstup et de 61% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 30%, 22% et 22%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 19%, Lstup: 20%, autres: 17%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 82% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2010

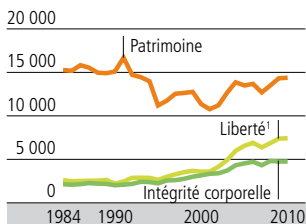


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a doublé entretemps et se situe à environ 98 000 en 2010. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

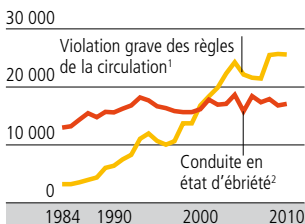
Le nombre de condamnations selon le CP est stable depuis 2005, alors que celui des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a augmenté notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants tout comme dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

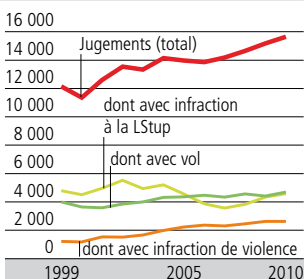


1 Art. 90 ch. 2 LCR

2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

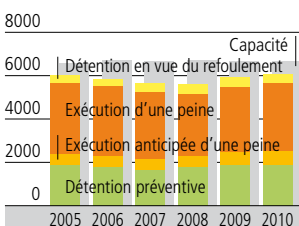
Le nombre de jugements pénaux de mineurs tend à augmenter (+29% entre 1999 et 2010). Il est stable pour les infractions à la LStup, mais en hausse pour les cas de vol et les délits de violence de moindre gravité. On peut ici aussi supposer que la hausse du nombre de cas est davantage liée à l'intensification des contrôles qu'à une délinquance croissante chez les mineurs.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 114 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2010, comptant au total 6683 places. Au jour de référence, le 1 septembre 2010, 6181 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait ainsi à 93%. Sur les 6181 personnes incarcérées, 61% exécutaient une peine, 31% se trouvaient en détention préventive, 6% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 2% restants l'étaient pour d'autres raisons. A quelques exceptions près, les établissements de privation de liberté en Suisse n'étaient pas sur-occupés.

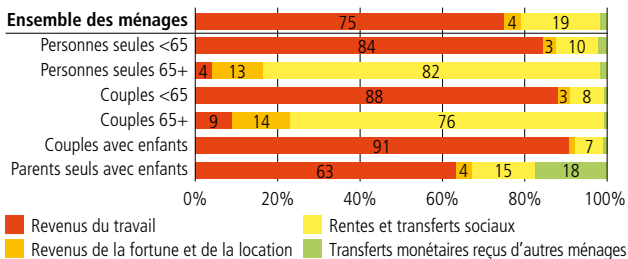
Effectifs selon le type de détention



Récidive

Le taux de recondamnation des personnes condamnées pour crimes et délits se situait à 25% en 2006, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2009); il était de 34% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés: 64% chez les adultes, et 66% chez les mineurs.

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2006–2008



Budget des ménages: revenus

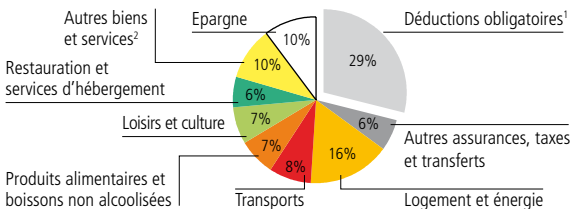
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (75%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de près de 18%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de près de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne quelque 10% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2006–2008



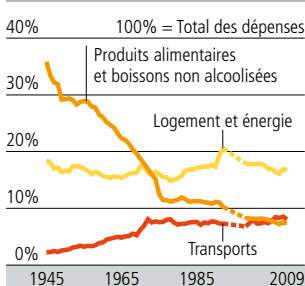
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

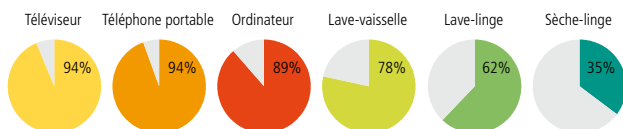
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 8% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à plus de 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2009



Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 89% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 94% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2009, plus de 78% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2010, seules 1% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à 4%. La privation la plus fréquente est liée à l'absence de réserves financières: 21% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2000 francs. Viennent ensuite les privations liées aux conditions de logement: 17% de la population vit dans un quartier trop bruyant, 14% dans un quartier avec des problèmes de délinquance et 10% dans un quartier avec des problèmes de pollution. En outre, 10% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Ainsi, le revenu disponible équivalent est un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2010, les personnes les plus favorisées (20% de la population) disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,3 fois supérieur à celui des personnes les plus défavorisées (20%).

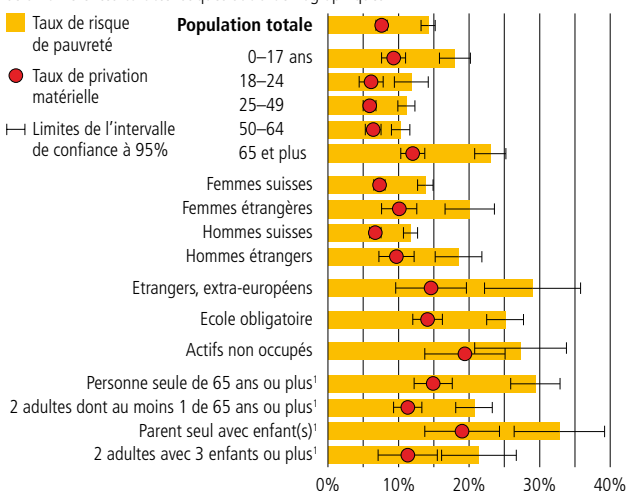
Risque de pauvreté monétaire

Par convention, l'Union européenne fixe le seuil de risque de pauvreté à 60% de la médiane du revenu disponible équivalent. La pauvreté est donc envisagée comme une forme d'inégalité: le fait qu'une personne soit considérée comme à risque de pauvreté ne dépend pas uniquement de sa situation économique propre, mais également de la situation économique des autres personnes dans le pays considéré. A titre illustratif, le seuil de risque de pauvreté se monte en 2010 à 28 540 francs par an pour une personne seule et à 59 935 francs par an pour deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans.

En 2010, 14,2% de la population vivant en Suisse est exposée au risque de pauvreté, soit près d'une personne sur sept. Les groupes sociaux les plus exposés au risque de pauvreté monétaire sont les personnes vivant dans une famille monoparentale ou une famille nombreuse, les personnes de 65 ans ou plus, en particulier celles qui vivent seules, les adultes ayant uniquement fréquenté l'école obligatoire, et enfin les enfants de 0 à 17 ans.

Risque de pauvreté et privations matérielles, en 2010

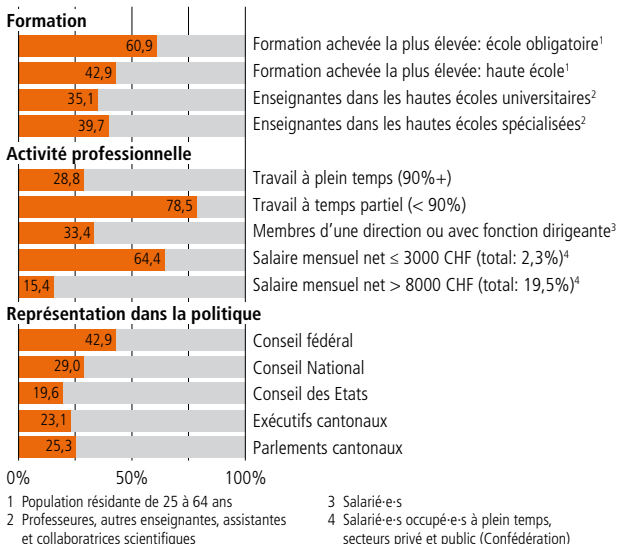
selon différentes caractéristiques socio-démographiques



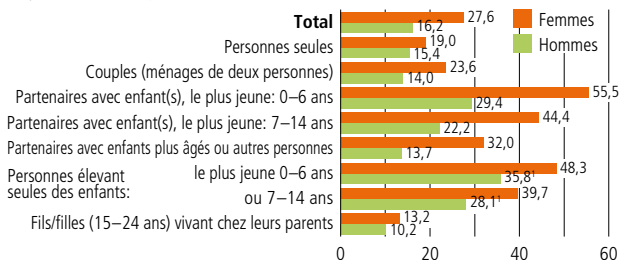
¹ Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2009–2011)

**Temps consacré au travail domestique et familial, en 2010**

Moyenne, en heures par semaine

**Participation au travail bénévole, en 2010**

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes
Informel	22,7	13,9	Organisé	16,9	23,0
Garde d'enfants de la parenté	8,1	3,7	Associations sportives	4,0	9,0
Soins à des parents adultes	1,6	0,4	Associations culturelles	3,5	5,3
Autres prestations pour la parenté	3,1	2,6	Organisations socio-caritatives	3,6	2,5
Garde d'enfants de connaissances	5,7	1,9	Institutions religieuses	3,6	2,1
Soins à des connaissances adultes	1,1	0,3 ¹	Associations de défense d'intérêts	2,1	3,1
Autres prestations pour des connaissances	4,9	5,3	Services d'utilité publique	1,2	2,4
Autres	0,5 ¹	0,3 ¹	Partis ou institutions politiques	0,7	2,0

¹ Extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon. Les résultats sont à interpréter avec beaucoup de précaution

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommes-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – comment vivons-nous aujourd'hui?

L'espérance de vie en bonne santé augmente	✓	Les condamnations pour infractions de violence augmentent	✗
Les revenus n'augmentent pas	≈	Le taux de sans-emploi est en augmentation	✗

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L'aide publique au développement augmente	✓	Les salaires des femmes se rapprochent de ceux des hommes	✓
---	---	---	---

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s'améliorent	✓	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	✓
La dette publique, après une période d'augmentation, revient au niveau de 1992	≈	Les populations d'oiseaux nicheurs croissent	✓
La part des investissements dans le produit intérieur brut augmente	✓	Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	✗

4 Découplage – comment les ressources sont-elles utilisées?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	✗	La consommation finale d'énergie par personne augmente	✓
La part des transports publics augmente	✓	L'intensité matérielle diminue.	✓

Qualification de l'évolution depuis 1992:

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ pas de modification notable
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, près de 17% des jeunes ne disposent même pas de compétences de base suffisantes en lecture. Et la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

L'empreinte écologique indique le niveau d'exploitation et les limites des ressources naturelles. Actuellement, en Suisse, l'empreinte écologique par personne est trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d'énergie.

Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande. L'empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d'Europe occidentale. Les pays de l'Amérique du Nord et quelques pays d'Europe consomment, par personne, jusqu'à 4,5 fois plus de ressources disponibles par personne que celles auxquelles ils auraient droit. Les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique se situent sur ce plan nettement au-dessous de la moyenne.

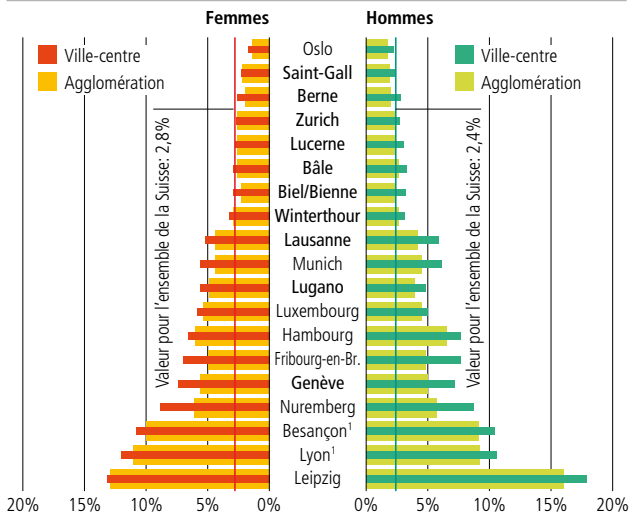
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

Un projet européen: l'Audit urbain

Le projet européen de l'Audit urbain permet de comparer les conditions de vie dans les villes européennes selon trois niveaux géographiques: l'agglomération, la ville-centre ainsi que le quartier. Voici trois exemples d'indicateurs pour un choix de villes.

Chômage, en 2008

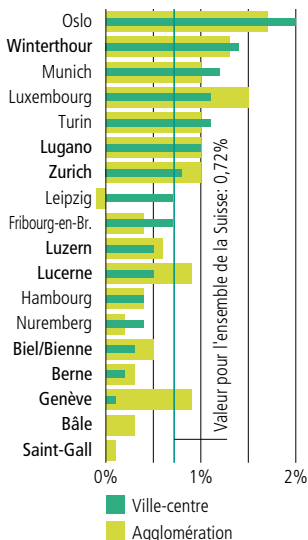
Part des chômeurs dans la population active, en %



1 Données d'une période antérieure; Pas de données disponibles pour Turin

Evolution de la population résidente totale 2004–2008

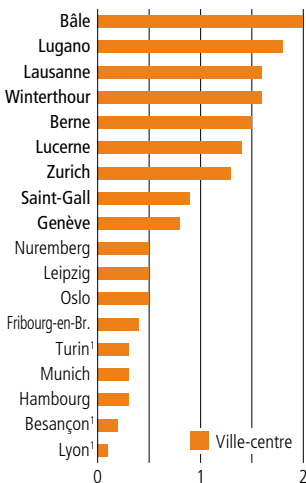
Evolution moyenne annuelle de la population



Pas de données disponibles pour Besançon, Lyon

Musées, en 2008

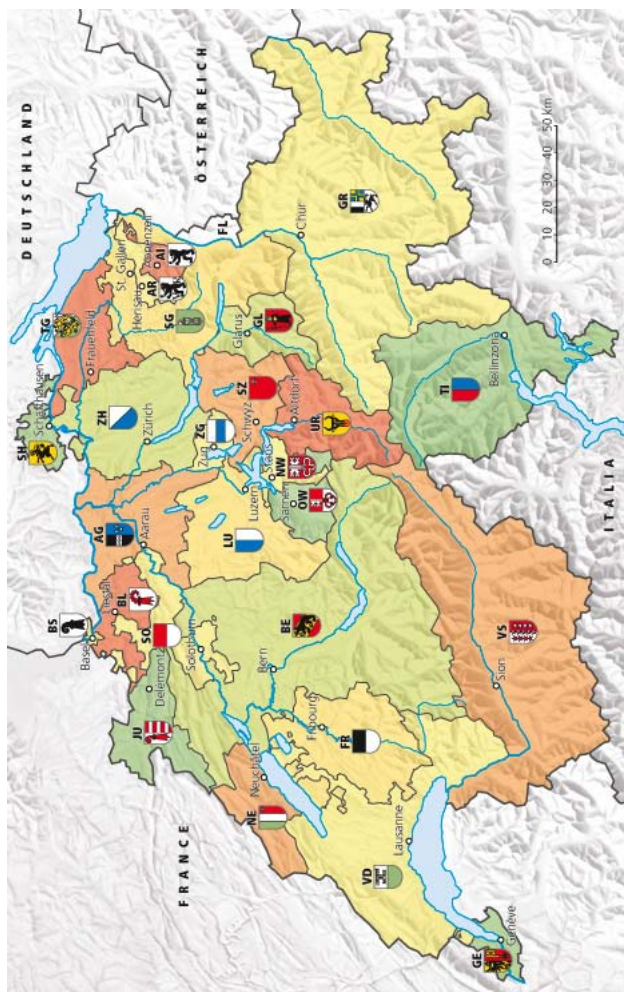
Pour 10 000 habitants



1 Données d'une période antérieure

Pas de données disponibles pour Luxembourg, Biel/Bienne

La Suisse et ses cantons



- 26 cantons
 - 147 districts
 - 2495 communes
 - Etat 1.1.2012
 - Chef-lieu de canton
- Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2012 DVD inclus



Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Fourni avec l'annuaire, le DVD contient l'intégralité de l'ouvrage imprimé, de nombreux tableaux sur les statistiques régionales entre autres, ainsi que trois atlas statistiques interactifs: le Stat@las Suisse, le Stat@las Europe et l'Atlas électoral 2011.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 576 pages reliées, 130 frs (avec DVD).

Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch

Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

